

**AGIR** SE VEUT UNE  
PUBLICATION UTILE À LA  
RÉFLEXION ET À L'ACTION.  
CONSTRUISONS-LA ENSEMBLE.  
ENVOYEZ VOS CONTRIBUTIONS,  
AVIS, CRITIQUES, SUR

[entreprises@pcf.fr](mailto:entreprises@pcf.fr)

||||| **ÉDITO** ||||||

## LES 211 MILLIARDS OU LA BATAILLE DE L'ARGENT PUBLIC



**Fabien GAY**  
sénateur PCF  
de Seine-Saint-Denis (93)

C'est un chiffre qui a marqué les esprits et est devenu un élément de la bataille idéologique. Pendant que le capital martèle ses inepties sur le prétendu « *coût du travail* » et souhaite casser les dispositifs de protection sociale, la commission d'enquête sénatoriale sur les aides publiques aux grandes entreprises a révélé le coût réel du capital.

Quand les ardents défenseurs des politiques libérales et autres libertariens appellent à couper dans la dépense publique, ils sont moins diserts sur l'argent public distribué sans contrôle ni contrepartie au capital.

À l'image de l'entreprise Michelin qui délocalise des machines destinées à un site français après avoir bénéficié du CICE, nous avons démontré lors de cette commission d'enquête que les travailleurs paient les choix des actionnaires. Nous avons gagné la bataille idéologique sur le nécessaire contrôle et suivi des aides publiques aux grands groupes.

Si ces propositions peuvent faire consensus, une autre est encore plus radicale : le contrôle par les salariés eux-mêmes de ces aides publiques à travers les CSE. Le capital ne cèdera pas si facilement. Il nous appartient de faire connaître ces propositions et de les inscrire dans les luttes pour porter des contenus transformateurs. ■

# LES AIDES PUBLIQUES FONT LE LIT DU CAPITAL !

**Les aides publiques (211 milliards d'euros par an) accompagnent le capital depuis plus d'une décennie sans contrepartie ni contrôle de la part des services du ministère de l'économie et des finances malgré l'empilement des dispositifs (France 2030, CICE, CIR...)**



**Sébastien  
MÉNESPLIER**  
PCF

En revanche, les sommes perçues par ces mêmes entreprises contribuent au financement des plans de licenciement (PSE) et des dividendes versés à leurs actionnaires (98,2 milliards pour les entreprises du CAC 40). C'est extrêmement grave !

À l'heure des choix économiques à faire pour le projet de loi de finance (PLF), à aucun moment ce sujet n'apparaît aux yeux du gouvernement comme

une priorité à refonder totalement. Pire : taxer les plus riches, ceux-là mêmes qui bénéficient des aides publiques, n'est pas concevable aux yeux de la droite et de l'extrême droite.

Mais pendant ce temps-là, les licenciements se multiplient et les salaires ne décollent pas.

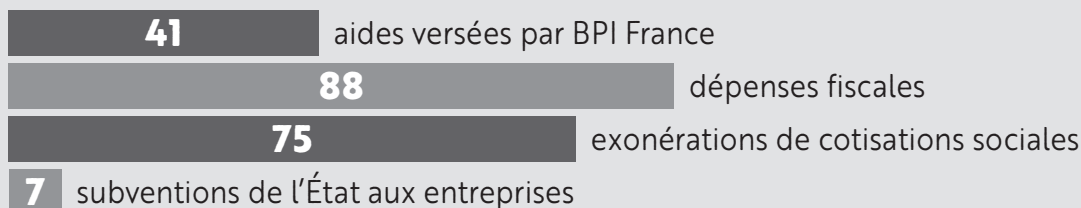
Comment rediriger ces aides publiques pour éviter les licenciements vers des entreprises qui doivent impérativement s'inscrire dans une dynamique d'anticipation, de planification et de transformation de leur appareil productif ? Des entreprises qui tiennent compte de l'impérieuse nécessité d'agir pour le climat et un État qui conditionne les aides publiques aux entreprises qui respecteront des critères sociaux et environnementaux.

Aussi la question des objectifs, de la finalité, des moyens et de planification de la production se pose. Comment garantir que celle-ci se construise dans une logique de réponse aux besoins humains et d'émancipation en tenant compte des enjeux de la transition écologique ?

Donnons la parole aux salariés, qui sont les mieux placés pour parler de leur outil de travail et des innovations à apporter. Les aides aux entreprises doivent être mises en relation avec de nouveaux droits et pouvoirs d'intervention des salariés sur leur lieu de travail. Il y a urgence à remettre la valeur et le sens du travail au centre des décisions politiques.

Le temps est venu d'une France qui s'occupe de ses salariés, de celles et ceux qui par leur travail produisent les richesses du pays. ■

Dans le rapport du Sénat, les **211** milliards d'euros d'aides publiques aux entreprises se répartissent de la façon suivante :



répartis sur plus de 2 200 dispositifs relevant pour la plupart de la compétence de l'État, des organismes de Sécurité sociale, des collectivités territoriales ou encore de l'Union européenne.

# **LE CAS D'YNSECT**

**ENTRE CROYANCE LIBÉRALE**

**ET RÉALITÉ INDUSTRIELLE**

AGIR · décembre 2025



**Héloïse DHALLUIN**  
conseillère régionale PCF  
des Hauts-de-France

**« Je pense que la meilleure garantie sur le maintien de l'emploi et de l'activité, c'est le niveau des investissements [...] Une entreprise qui va mettre 500 millions ou 1 milliard d'euros sur la table, on peut mettre toutes les contreparties que nous voulons, nous savons qu'elle va rester pour longtemps. »** Xavier Bertrand lors de son audition dans le cadre de l'enquête parlementaire sur les aides aux grandes entreprises.

En juin 2021, Barbara Pompili, Cédric Ô et Julien Denormandie inaugurent à Amiens l'usine Ynsect, start-up spécialisée dans l'alimentation animale à base d'insectes.

Forte de près de 600 millions d'euros levés, elle promettait 200 emplois dans un territoire marqué par la fermeture de Goodyear. Personne ne questionne alors la viabilité de la filière : 600 millions engagés et 200 emplois annoncés suffisent à convaincre.

En été 2025, un plan de sauvegarde validé par le tribunal scelle pourtant le sort de 140 salariés, soit finalement 90 % des effectifs. La ferme verticale neuve devient une ferme fantôme.

Les régions, aux fonds bien modestes face aux 211 milliards d'aides versées aux grandes entreprises, engagent leur expertise et des fonds européens via les FEDER. En Hauts-de-France, il n'est pas rare qu'un plan social révèle des aides régionales accordées au développement ou à l'installation de grandes entreprises. ■

## **À NOVASCO ON NE LÂCHE RIEN !**



**Mama SAJID**  
secrétaire de section  
Orne basse  
cadre nationale du PCF

**Les administrateurs ont annoncé la décision du tribunal : Dunkerque est repris par le collectif de Julien Bayon, tandis que Hagondange, Marais et Custines seront liquidés le 1<sup>er</sup> décembre. Le PSE a été acté mardi 16 novembre à 18:21 et une AG aura lieu le 19 novembre pour en présenter les modalités.**

Malgré les annonces contradictoires, les retards, les faux espoirs et l'absence de soutien réel de notre parti

entre autres et surtout de ma section, les salariés ont tenu bon.

J'ai été présente de la première heure avec mes camarades, les élus locaux tel que Patrick Abate, maire de Talange, ainsi qu'Armand Patrignani, maire de Fève, jusqu'à

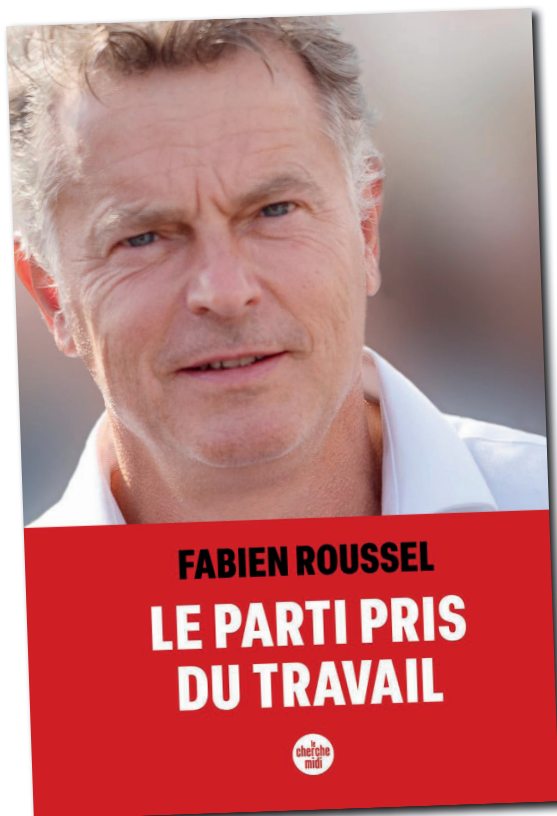
la dernière heure à leurs côtés dans chaque grande étape, et je peux témoigner de leur dignité et de leur courage.

Nous les avons écoutés, encouragés et surtout soutenu, avec Silvana Silvani, sénatrice PCF, et Morand Perrin, en travaillant ensemble. Notre sénatrice a pris la parole pour les défendre dans notre société, sur les médias ou même au Sénat.

GreyBull a trahi les employés par un engagement financier dérisoire, l'État n'a offert qu'un soutien formel et aucun repreneur crédible ne s'est positionné, laissant la liquidation comme seule issue. Cette fermeture efface un savoir-faire, une identité ouvrière, un pilier industriel, et plonge 450 familles dans le désarroi le plus grand.

Leur combat méritait une autre fin, et ce territoire méritait mieux. ■





**Après *Ma France, heureuse, solidaire et digne* et *Les jours heureux* sont devant nous, Fabien Roussel poursuit son dialogue avec les Françaises et Français.**

Dans un contexte international extrêmement tendu, la France a besoin de s'unir autour d'une ambition collective pour relever les défis de la réindustrialisation, de l'énergie, du climat, de l'intelligence artificielle, des services publics et de la formation.

Tout cela appelle à une grande planification de l'économie, à rebours des vieux discours sur la dette et la réduction de la dépense publique.

Le secrétaire national du PCF propose ici deux mesures fortes : la création d'une nouvelle sécurité sociale pour l'emploi et la formation, et un choc d'investissement pour redresser le pays.

Au cœur de cette révolution, le monde du travail, aujourd'hui fracturé, divisé par ceux qui dirigent l'économie, occupe une place centrale. Prendre le parti du travail, c'est faire le choix de l'emploi et non celui du RSA, c'est donner plus de pouvoirs à celles et ceux qui créent les ressources du pays ; c'est redonner du sens au travail et permettre à chacun de s'épanouir, de se former et d'évoluer tout au long de sa carrière. « La plus belle richesse de la République, ce sont les travailleurs. C'est avec eux que nous reconstruirons la France et défendrons la paix. »

Fabien Roussel est maire de Saint-Amand-les-Eaux (Nord) et secrétaire national du Parti communiste français.



## **SOUSCRIPTION NATIONALE : ON NE PLIE PAS, ON SOUSCRIT !**

**L**a souscription nationale est une tradition dans le financement du parti. Avec l'aide publique, les versements de parlementaires ou le tiers-cotisation, elle vise à financer le fonctionnement du Conseil national, de son exécutif, de ses commissions de travail et de l'ensemble des initiatives nationales du parti, des matériels conçus et mis à disposition de l'ensemble du parti. Elle

participe aussi à organiser la solidarité financière entre toutes les fédérations, avec la mobilisation de moyens du CN pour que le PCF déploie son activité partout en France.

La souscription participe à l'originalité de notre financement dans le paysage politique, un financement populaire et militant ! Chaque don ouvre droit à une réduction fiscale de 66 % du montant versé.

**Rendez-vous sur**

**[souscription.pcf.fr](https://souscription.pcf.fr)**

**ou par chèque  
à l'ordre de**

**ANF PCF  
2, place du Colonel Fabien  
75167 Paris cédex 19**

## **CONTACT**

☐ Je souhaite être tenu·e au courant des initiatives du PCF, y participer et/ou adhérer.

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....  
.....

E-mail : ..... Tél. : .....